

Initiatives ministérielles

a pris une position ferme de modifier un système qui était mauvais pour les entreprises canadiennes, mauvais pour l'économie canadienne, mauvais en général. Et on va imposer une taxe sur les produits et services qui ne fait pas plaisir, mais qui est nécessaire. Au lieu de donner des bonbons, on administre un pays. Nous avons été élus pour administrer, et c'est ce que nous faisons.

Je pense que l'opposition qui a été élue pour administrer un pays aussi, il ne faut pas l'oublier, a été élue pour administrer avec le parti au pouvoir; elle devrait s'asseoir, réfléchir sérieusement, et au lieu de s'opposer simplement, faire des propositions concrètes. Pas juste des propositions, des propositions concrètes.

En terminant, monsieur le Président, je voudrais souligner, parce que c'est important, que la majorité des Canadiens à faible revenu ne seront pas affectés par la TPS.

• (1230)

Entre autres, les personnes âgées, et je tiens à le leur souligner parce qu'il y a une campagne de peur qui se fait présentement. On l'a connue la campagne de peur durant la dernière campagne électorale avec le libre-échange. Malheureusement, l'opposition a ce style-là de faire des campagnes de peur. Au lieu de parler avec réalité, au lieu de parler avec des chiffres, on parle avec la peur.

Une voix: Oh, Oh! C'est faux!

M. Vincent: Et cela, monsieur le Président, ce n'est pas bon. Et je ne peux pas m'imaginer qu'un parlementaire puisse faire une campagne de peur auprès des personnes âgées alors qu'en pleine conscience, il sait que la TPS n'affectera pas les personnes âgées à faible revenu.

Alors, monsieur le Président, c'est avec un immense plaisir que j'appui ce projet de loi et j'espère qu'il sera adopté dans les meilleurs délais.

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire, pendant son discours, a dit, et je cite:

... l'objectif principal de la TPS est la réduction du déficit fédéral.

Mais, pendant la campagne électorale, le ministre des Finances (M. Wilson) a dit: Cette réforme fiscale sera neutre en ce qui concerne le revenu.

Est-ce que le secrétaire parlementaire nous dit maintenant, admet maintenant, que le ministre n'a pas dit la vérité pendant la campagne électorale et que son objectif était toujours de réduire le déficit?

M. Vincent: Monsieur le Président, je dois vous avouer que j'aime bien la question de mon collègue de l'opposition et en même temps je m'aperçois que c'est pratique d'avoir des notes. Et voilà ce que j'ai dit exactement: Le projet de loi sur la TPS fait partie d'un ensemble d'initiatives qui visent au renforcement de l'économie canadienne et à la réduction du déficit.

C'est ce que j'ai dit, monsieur le Président. Et, pour répondre à mon collègue, la TPS n'apportera pas nécessairement plus de revenus, si on regarde la situation actuellement. Par contre, la TPS va avantager nos entreprises canadiennes parce que, présentement, les importateurs sont mieux organisés que nos entreprises canadiennes. Nos entreprises canadiennes sont défavorisées à cause d'une taxe manufacturière fédérale de 13,5 p. 100 qui est cachée, alors que celui qui importe n'a pas cette taxe. L'entreprise canadienne qui exporte a ce même coût de 13,5 p. 100 qui n'existe pas dans aucun autre pays. Nous sommes le seul pays au monde qui a encore une taxe au niveau du manufacturier. De là l'importance de changer notre système de taxation afin que nos entreprises soient concurrentielles et, oui, elles feront plus d'argent et, oui, elles paieront plus d'impôt et, oui, l'économie s'en portera mieux et, si l'économie s'en porte mieux, oui, monsieur le Président, on continuera à réduire le déficit comme c'est prévu et comme cela doit être fait!

M. Nystrom: Monsieur le Président, j'ai une question pour l'honorable député de Trois-Rivières (M. Vincent).

D'après les sondages Gallup qui ont été publiés il y a deux ou trois jours, maintenant nous avons 75 p. 100 de la population canadienne qui s'opposent à la TPS. J'ai aussi vu dans les sondages que l'opposition est presque la plus forte dans la province de Québec avec 77 p. 100 de la population contre la TPS. Mais maintenant, monsieur le Président, j'ai une question pour l'honorable député de Trois-Rivières: Nous sommes ici dans un pays démocratique et c'est clair maintenant que la grande partie de la population du Québec est tellement opposée à la TPS et, en tant que député du Québec, pourquoi ce député est-il en faveur de la TPS? Pourquoi ne représente-t-il pas du tout ses électeurs et électrices? Parce que la grande partie de la population, chez lui, est contre cette mesure du gouvernement fédéral, parce que le projet de loi du